Etude sur les freins et leviers au réemploi et à la réutilisation des produits et matériaux de la filière minérale pour la Construction des bâtiments

webinaire du 6 novembre 2025



En partenariat avec :





## Présentation d'Ecominéro Plan d'actions pour le réemploi et la réutilisation

## Ecominéro, l'éco-organisme de la filière minérale

Créée en 2022 par **5 syndicats professionnels** et **54 entreprises de toutes tailles** des industries du béton, prêt à l'emploi ou préfabriqué, du granulat, du ciment, de la pierre de construction, des tuiles et briques, et des enrobés.

Ecominéro est une société à but non lucratif.

Les membres fondateurs d'Ecominéro marquent leur engagement en adoptant le statut de **société à mission** dotée d'objectifs sociaux et environnementaux.



Retrouvez le rapport de mission sur notre site internet www.ecominero.fr









## Chiffres clés



soit 80% des metteurs sur le marché



de tonnes de déchets inertes collectés et recyclés depuis mai 2023.

,

### Les produits cat. 1 standards de tri

**Produits de** concernés







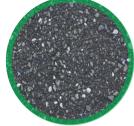


catégorie 1

**Briques** 

**Tuiles** 

Céramiques









Mélange bitumineux

Pierre de taille, pavé

**Ardoises** 

Cailloux, pierre **Enrochement, granulats** 

Produits de catégorie 1 hors REP



Les déchets inertes en mélange avec des déchets non inertes



Les terres excavées



Les déchets non inertes et dangereux



Chantiers de travaux publics, de génie civil et aux installations nucléaires ou monuments funéraires



## Le plan d'actions réemploi et réutilisation

Objectif: Atteindre 4% en 2027 soit 630 000 tonnes

2

Accompagner les chantiers

3

Renforcer l'offre de produits et matériaux réemployés

4

Stimuler la demande de produits et matériaux

Promouvoir le réemploi et la réutilisation



Engager les metteurs en marché 4 appels à projets pour faire changer d'échelle le réemploi et la réutilisation

## 181 lauréats depuis 2024

Diagnostics
PEMD-ressources

Chantiers dont 26 avec Ecomaison

Etudes de faisabilité pour des nouvelles activités de réemploi

Soutiens pluriannuels de 3 ans pour les activités existantes



+24 500 tonnes de PMCB réemployés et réutilisés

# Avec Ecominéro, osez le réemploi! Cartographie des lauréats LES APPELS À PROJETS **ECOMINÉRO** accompagnés par Diagnostic PEMD

### Page internet dédiée au réemploi et la réutilisation



Découvrir Écominéro Producteurs Opérateurs de déchets Détenteurs de déchets Q

Accueil > Réemploi

#### Réemploi

Acteurs du réemploi et de la réutilisation, maîtres d'ouvrage, acteurs de l'économie sociale et solidaire Ecominéro vous accompagne dans vos projets de réemploi et de réutilisation des produits et matériaux du bâtiment.





Le contrat de rémunération du réemploi et de la réutilisation

Vous êtes une matériauthèque, un atelier de reconditionnement ou un revendeur de matériaux ? Contractualisez avec Ecominéro pour le soutien de votre activité.



Nos appels à projets Réemploi

Toutes les infos pratiques pour candidater et découvrir le calendrier des appels à projets



Les projets soutenus par Ecominéro en

Ecominéro soutient les chantiers et les acteurs du réemploi et de la réutilisation des matériaux de construction. Retour sur les projets soutenus.







Réemploi : de quoi parle t-on ?

Le réemploi est différent du recyclage ou encore de la valorisation. Explications.



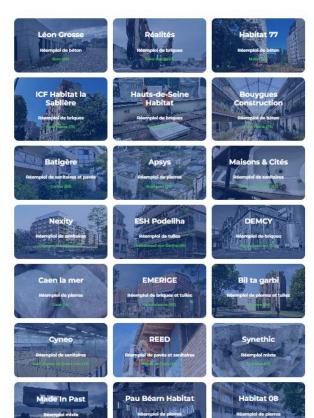
Nos actions et nos objectifs de réemploi

Ecominéro s'engage aux côtés des acteurs du réemploi et de la réutilisation.

#### Retours d'expériences

#### Ils osent le réemploi des matériaux de construction

réemploi et de réutilisation sur les chentiers accompagnés par Economèro.



# Contexte Objectifs Méthodologie

## Le contexte du réemploi et la réutilisation dans le bâtiment

Le secteur du bâtiment produit chaque année 23,7 millions de tonnes de déchets (source : OCAB 2024) dont 17,2 millions de tonnes de déchets inertes.

Les filières de recyclage sont matures; en revanche **seul 1 % de ces produits sont réemployés ou réutilisés.** Ces pratiques doivent être développées face à la raréfaction des ressources naturelles et présentent une vraie opportunité de stimuler des filières locales et durables de la construction.

Les pouvoirs publics ont fixé un objectif réglementaire aux éco-organisme d'atteindre 4% de réemploi et réutilisation d'ici à 2027 – soit 630 000 tonnes de PMCB minéraux pour Ecominéro.

Aujourd'hui, malgré la forte impulsion de la REP PMCB et les soutiens d'Ecominéro, des freins persistent pour la filière minérale.

## Un peu de vocabulaire

- Réemploi : opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. Ex: une brique de mur réemployée en brique de mur
- Réutilisation: opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. À noter que les structures ayant pour activité la réutilisation relèvent de la réglementation ICPE au titre des déchets qu'elles gèrent. Ex: une brique de mur réutilisée en pavé
- Recyclage: opération visant à introduire les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production. Ex: une brique concassée et recyclée en technique routière
- Valorisation : mode de traitement visant à utiliser des déchets en substitution d'autres matière, comme le remblaiement de carrière.

#### Périmètre de l'étude

Pour des raisons de simplification, le terme de réemploi désignera la pratique du réemploi, de la réutilisation et de la préparation à la réutilisation

### Les enjeux pour Ecominéro Le partenariat avec l'EM Normandie





L'enjeu pour Ecominéro est la démocratisation de la pratique et l'industrialisation des entreprises de fourniture de matériaux de seconde vie.

L'étude menée entre mars et août 2025 par l'EM Normandie – Chaire d'excellence européenne économie circulaire et territoires (Pr Sébastien Bourdin, Nicolas Jacquet et Michelle Atayi-Amate) vise à :

- Mettre à jour les freins techniques, réglementaires, logistiques, économiques et socio-culturels
- Présenter les leviers à mobiliser en priorité (selon le panel)
- Partager les bonnes pratiques déjà observées sur le terrain
- Mettre en valeur les rôles de chaque acteur de la chaîne de construction / déconstruction et faciliter leur organisation
- Dégager des pistes d'actions prioritaires pour les acteurs de la chaîne, les financeurs et décideurs politiques
- Faire évoluer le plan d'actions d'Ecominéro et ses axes prioritaires pour les années à venir

## Une étude très mobilisatrice

## **526** Répondants à l'enquête en ligne

#### Type d'acteurs Répondants AMO spécialisés et bureaux d'études (appui méthodologique et technique : diagnostics ressources, qualification des matériaux, rédaction des pièces marché, suivi de mise en 121 œuvre...) Maîtres d'ouvrage: Définition des objectifs de réemploi, arbitrages budgétaires, 99 intégration dans les marchés, pilotage global du projet. Revendeurs et reconditionneurs (approvisionnement, stockage, documentation et 99 traçabilité, reconditionnement, vente et redistribution des matériaux...) Entreprise de déconstruction sélective et opérateurs de gestion des déchets (dépose sélective, tri et identification des gisements, gestion des flux sortants, orientation vers 75 réemploi ou recyclage, appui à la traçabilité...) Architectes et MOE (prescription de matériaux réemployés, intégration dans les plans et 51 CCTP, coordination des intervenants, suivi d'exécution...) Autres acteurs 41 Constructeurs (réintégration des matériaux sur site, adaptation des méthodes de pose, 33 coordination avec les autres acteurs...) Bureaux de contrôle, laboratoires et assureurs (vérification de la conformité technique, certification des performances, analyse des risques, émission d'avis sur l'ouvrage ou de 7 garanties...) 526

## 69 Entretiens approfondis

Types d'acteurs	Entretiens
AMO	13
Architectes	4
Assureurs	1
Bailleurs sociaux	6
Bureaux de contrôle	8
Collectivités	8
Constructeurs	9
Déconstructeurs	6
Laboratoires	3
Promoteurs	4
Revendeurs	5
AMOE	2
	69

#### Les clés de lecture du rendu de l'étude

L'étude aborde le sujet à 360°, dans ses dimensions techniques, réglementaires, logistiques, économiques et socio-culturelles. Dans chaque chapitre :

- 1. Hiérarchisation des freins les plus impactants
- 2. Présentation des leviers jugés comme prioritaires et dont la faisabilité estimée est assez forte.
- 3. Partage de solutions concrètes. Inspirez-vous-en.
- 4. Présentation des actions d'Ecominéro > 😌 Ecominéro agit!

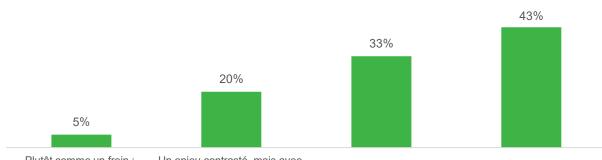
# Enseignements de l'étude

# Le réemploi est perçu positivement

## 3.1 Un consensus de principe...

Une perception globalement positive du réemploi :

- 43 % des 526 répondants l'associent à une opportunité (nouveaux marchés, compétences, innovation)
- 33 % le jugent prometteur, signe d'une filière en structuration.
- À l'inverse, 20 % estiment que les freins demeurent dominants (surcoûts, incertitudes techniques, assurantielles et réglementaires)



Plutôt comme un frein : Complexité administrative, coûts supplémentaires, manque d'accompagnement, incertitudes sur les performances et l'assurabilité des matériaux réemployés.

Un enjeu contrasté, mais avec des freins encore dominants : Le réemploi présente des atouts économiques et environnementaux, mais reste techniques, assurantielles et réglementaires.

Un enjeu contrasté, mais avec Plutôt comme une opportunité un potentiel croissant : Les obstacles restent présents. mais les opportunités se encore freiné par des barrières renforcent et le réemploi tend à se structurer progressivement.

Accès à de nouveaux marchés, structuration d'une filière de réemploi, développement de nouvelles compétences, anticipation des réglementations futures. innovation dans les pratiques du bâtiment.

## ...qui révèle une perception contrastée

**Acteurs opérationnels** (constructeurs, promoteurs, reconditionneurs) : 50 % perçoivent le réemploi comme une opportunité.

**Économie sociale et solidaire (ESS)** : dynamique tout aussi favorable (29 % opportunité, 25 % prometteur), confirmant son rôle moteur malgré des moyens limités.

**Collectivités locales** : perceptions plus ambivalentes (22 % positives, 22 % freins). Si la volonté politique existe, elle se heurte souvent à des contraintes budgétaires et organisationnelles.

**Opérateurs publics** : position plus réservée (5 % opportunité, 19 % freins), marquée par la recherche de sécurité juridique et technique.

**Fédérations et syndicats :** posture intermédiaire (4 % opportunité, 6 % prometteur), reflétant un rôle de médiation entre ambitions politiques et réalités opérationnelles.

### Les matériaux et produits les plus réemployés par les répondants

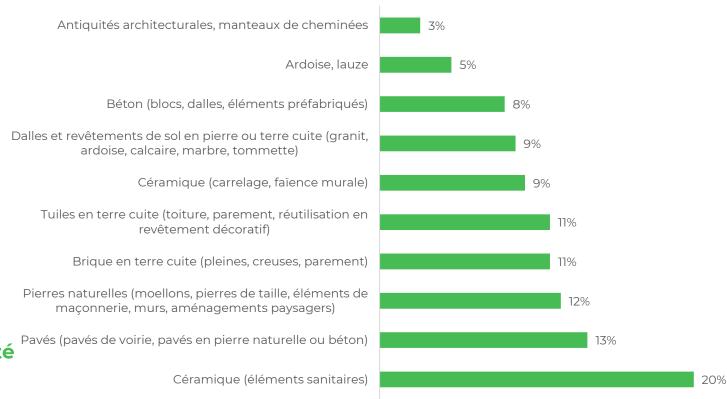
Les répondants rémploient majoritairement les PMCB présentant peu ou pas de complexités techniques ou assurantielles :

- Equipements sanitaires
- Pavés et produits de voirie
- Pierre naturelle

Les briques et les tuiles sont très plébiscitées mais se heurtent à des difficultés techniques et un approvisionnement français complexe.

Le réemploi de PMCB structurels (béton) reste peu fréquent.

Toutefois les produits minéraux sont jugés solides avec une grande longévité et une valeur patrimoniale forte



# Les freins techniques

## 3.2 Le frein technique jugé le plus impactant : la justification des performances

33% des répondants déplorent des modes de justifications fastidieux

L'absence de protocoles normés pour justifier la résistance mécanique, la porosité, la tenue au gel ou la stabilité dimensionnelle rend les matériaux difficiles à intégrer, même lorsqu'ils sont techniquement viables.

Ce frein est aggravé par le manque de traçabilité initiale : diagnostics PEMD souvent incomplets, données absentes sur l'usage ou la pose d'origine, conditions de stockage inconnues. Les tests deviennent alors longs, coûteux, souvent destructifs, et parfois incompatibles avec la valeur unitaire du matériau.

La création d'un métier de « requalificateur » situé à l'interface entre expertise technique, assurance et coordination de projet – apparaît comme une condition-clé pour sécuriser, fiabiliser et massifier le réemploi.

« On n'a pas besoin du même niveau de garantie pour un mur de clôture que pour une façade porteuse. Pourtant, on applique les mêmes exigences de preuve, faute d'intermédiaire capable de moduler la réponse », souligne un architecte.

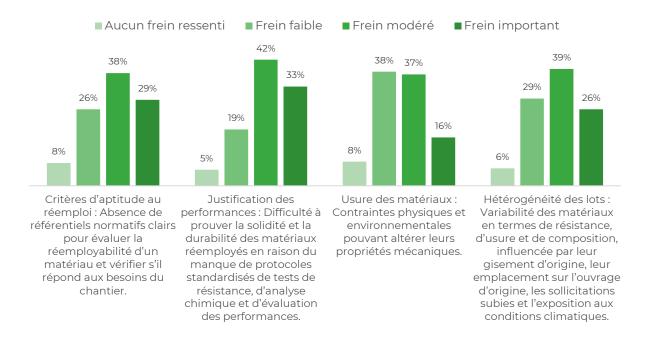
## Les autres freins techniques relevés

La dépose sans dégradation reste peu maîtrisée, notamment pour les matériaux collés ou maçonnés, avec des taux de casse élevés.

Les produits minéraux sont pondéreux, difficilement manipulables sans matériels spécifiques.

L'hétérogénéité des matériaux (dimensions, états, volumes, rareté de certains produits) sont difficilement compatibles avec les standards d'homogénéité exigés dans le bâtiment.

A cela s'ajoute un **décalage structurel entre les délais** nécessaires à la mise en œuvre du réemploi et les temporalités classiques. Le réemploi exige une phase amont longue alors que la préparation du chantier peut être plus courte.



## Les leviers techniques à mobiliser



Fiches d'identité et des performances standardisées afin de documenter la première vie des PEM, et les intégrer dans un carnet de vie numérique.

#### **Ecominéro agit!**

Co-financement d'une base de données publique constituée par Bellastock sur les fabricants et les performances initiales des PEM présents dans les bâtiments fréquemment démolis.

Etude ABER (sortie 2027)



## Relever les attendus des diagnostics PEMD étayés

afin qu'ils soient de véritables outils d'aide à la décision

#### **Ecominéro agit!**

Financement jusqu'à 8 000€ pour la réalisation de très bons diagnostics PEMD, peu importe la surface du bâtiment à déconstruire

Appels à projets



## Créer un statut professionnel de « requalificateur »

reconnu par les branches professionnelles. Développer une formation certifiante nationale sur le modèle des diagnostiqueurs PEMD, intégrant les fondamentaux des pathologies des matériaux, de la traçabilité, des protocoles de tests et des enjeux de responsabilités.



Formations à la dépose soignée pour mettre à niveau les entreprises de travaux

#### Ecominéro agit!

Financement des formations proposés par Noria formation et Envirobat Occitanie Financement jusqu'à 35 000€ pour les travaux de dépose soignée

Appels à projets

### Des solutions techniques existent déjà! Quelques bonnes pratiques de terrain

Dans le cadre d'un marché pilote, la Métropole de Toulouse a testé un lot dédié exclusivement à l'approvisionnement en matériaux réemployés, afin de sécuriser la chaîne de responsabilité tout en évitant de complexifier les autres lots.

Cycle Up (atelier de reconditionnement de sanitaires) propose des produits standardisés non pas sur l'aspect visuel (motif, couleur ou design) mais sur l'implantation : entraxe constant, positionnement des trous de fixation et d'évacuation identique.

SEQUNDO (réseau d'entreprises de dépose en insertion) réalise systématiquement un repérage terrain avant toute opération de dépose, indépendamment du diagnostic PEMD.

Cette anticipation évite les erreurs ou les destructions lors du curage

# Les freins règlementaires

## 3.3 Le frein règlementaire jugé le plus impactant : le réemploi reste une technique non courante de construction

**52%** des répondants craignent le risque assurantiel

Les matériaux de réemploi sont difficilement acceptés par les assureurs lorsqu'ils ne relèvent pas de la technique courante ou qu'ils ne sont pas qualifiés par un tiers de confiance.

Faute de référentiel consolidé, la charge de la preuve repose sur les entreprises de travaux et les maîtres d'ouvrage, qui doivent démontrer l'aptitude des matériaux à l'usage.

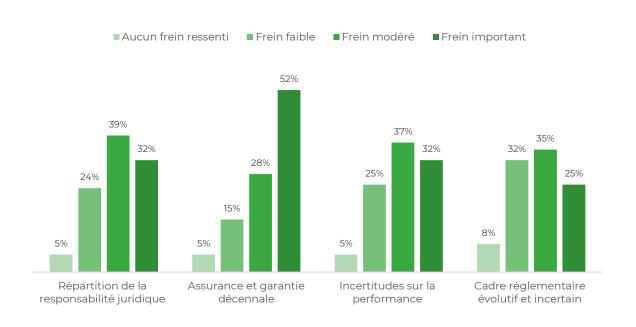
Le régime Spinetta engage automatiquement la responsabilité décennale des constructeurs en cas de sinistre, ce qui incite à l'exclusion préventive des matériaux non garantis. Par ricochet, les assureurs dommages-ouvrage peuvent refuser les projets intégrant du réemploi.

## Les autres freins règlementaires étudiés

Un flou sur le partage des responsabilités. Le réemploi implique une multiplicité d'acteurs mais sans articulation contractuelle claire. Faute de traçabilité juridique fiable, le risque est diffus, ce qui fragilise les projets et alimente la défiance.

Des référentiels normatifs inadaptés Les normes actuelles (DTU, NF, ATec), conçues pour des produits neufs et standardisés, ne s'appliquent pas aux matériaux issus de la déconstruction, par définition hétérogènes, incomplets sur le plan documentaire et sans fabricant identifié.

L'insécurité juridique et invisibilisation des gains. Le statut des matériaux oscille entre « déchet », « produit » ou « matériau de construction », selon les cas. Ce flou est accentué par l'évolution fréquente des textes réglementaires (REP, marquage CE, RCP). Par ailleurs le réemploi est valorisé à 0 dans les ACV, ce qui invisibilise les efforts fournis par les équipes.



« Le bureau de contrôle n'est pas un AMO. Il n'est pas là pour proposer des solutions de requalification, mais pour valider ce qui est proposé. Lorsqu'un AMO réemploi intervient, il travaille sur la conception et la requalification des performances. Le bureau de contrôle peut amender ces propositions, voire de suggérer des ajustements, mais pas de les concevoir. »

## Les leviers réglementaires à mobiliser



Harmoniser les protocoles de tests et calibrer les exigences en fonction du niveau de risque (structurel vs non structurel, intérieur vs extérieur)

#### Ecominéro agit!

Sans attendre cette harmonisation, Ecominéro propose un financement jusqu'à 35 000€ pour la réalisation de tests en labo, intervention du bureau de contrôle



Elaborer des clausierstypes de transfert de responsabilité, précisant les engagements de chaque acteur (déposeur, reconditionneur, constructeur, MOA) en matière de traçabilité, contrôle qualité et d'usage.



Produire des recommandations professionnelles pour passer certaines pratiques en technique courante de construction

#### 

Co-financement avec Valobat de la rédaction d'un référentiel technique du réemploi des briques rédigé par le CTMNC, en vue de recommandation pro (partenariat AQC).



Partager des retours d'expériences fiables, rédiger des guides de réemploi par famille de matériau

#### Ecominéro agit!

Participation à la rédaction et co-financement avec l'ADEME et Valobat d'un guide du réemploi des éléments remanufacturés en béton (sortie fin 2026)

### Des solutions règlementaires existent déjà! Quelques bonnes pratiques de terrain

Le Centre Technique des Matériaux Naturels de Construction propose un accompagnement aux industriels ou filières matériaux souhaitant tester des solutions de réemploi, en les aidant à construire des protocoles d'essais adaptés (résistance mécanique, durabilité, conformité). Il ne se substitue pas au prescripteur ni au garant du produit fini, mais offre un appui pour fiabiliser les expérimentations techniques, dans une logique de développement de connaissances.

SPIE Batignolles accompagne certains logisticiens ou des négociants récemment arrivés sur le marché — en leur transmettant les exigences normatives, les critères d'assurabilité et les contraintes à respecter. Cette démarche pédagogique vise à faire progresser l'ensemble de la chaîne de valeur, en améliorant la fiabilité, la traçabilité et la conformité technique de l'offre de réemploi.

Alpes Contrôles a développé une mission spécifique, PASS Réemploi, qui permet de rendre un avis technique sur la capacité d'un matériau à être réemployé

# 3 Les freins logistiques

## 3.4 Le frein logistique jugé le plus impactant : Un maillage distendu

55% des répondants plaident pour l'implantation et un maillage de plateformes de stockage

Les terrains adaptés au stockage (+/- long) ou au tri sont rares, coûteux et souvent éloignés des zones d'activités. Cette pénurie bloque aussi l'implantation de plateformes pérennes, en particulier en milieu urbain dense.

Les structures de l'ESS, généralement sans foncier propre, recourent à des solutions précaires et temporaires. Ce déficit freine l'ensemble de la chaîne : captation, tri, stockage et circulation des matériaux minéraux.

«Il n'y a pas encore d'acteurs industriels équivalents aux fournisseurs de matériaux neufs. On fonctionne par réseau, souvent informel, avec des interlocuteurs multiples : déconstructeurs, plateformes physiques ou numériques, structures de réemploi... Il faut être en veille constante, ajuster en fonction des disponibilités réelles des gisements, être réactif et flexible. » Constructeur

« Stocker sans perspective de valorisation, c'est prendre le risque de perdre la valeur des matériaux. » Déconstructeur

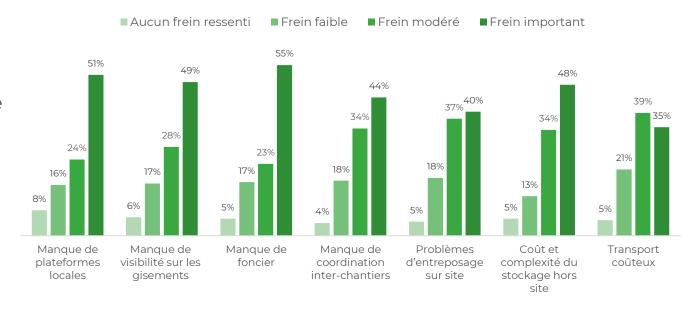
## Les autres freins logistiques étudiés

## Les infrastructures sous-dimensionnées des chantiers dont les capacités de stockage

temporaire sont très limitées, souvent concurrencées par les matériaux neufs. La tension s'accentue lorsque les matériaux doivent être réintroduits en fin de chantier, générant un décalage temporel difficile à absorber sans espace tampon.

La désynchronisation entre temps de dépose et besoins effectifs constitue un frein récurrent. Le chantier neuf repose sur une organisation planifiée et contractualisée, alors que le réemploi introduit une part d'aléas.

Une logistique morcelée et peu adaptée aux produits minéraux du fait de leur volume encombrant et leur manipulation exigeant des équipements adaptés.



## Les leviers logistiques à mobiliser



#### Développer des hubs techniques territoriaux,

associant espaces de stockages tampon, ateliers de reconditionnement et zones de transit logistique.

#### Ecominéro agit!

Financement jusqu'à 150 000 € de l'implantation et du développement de plateformes et ateliers de reconditionnement PMCB minéraux.

Appels à projets



Créer des bourses locales de matériaux, plateformes de mise en relation de chantiers émetteurs-récepteurs, connectées aux diagnostics PEMD

#### 

Partenariat avec la plateforme nationale PIRÉE qui fait matcher l'offre et la demande de PMCB

Plus d'infos

En IDF rdv sur BTP Match

### Des solutions logistiques existent déjà! Quelques bonnes pratiques de terrain

Bordeaux Métropole soutient et finance une base physique de réemploi portée par la FAB, complétée par une plateforme web d'inventaire. Le bâtiment héberge des structures de l'ESS comme les Compagnons Bâtisseurs et SoliBât. L'objectif est de centraliser l'offre de matériaux, de mutualiser les inventaires et de rendre les gisements visibles à l'échelle du territoire.

PREMYS (entreprise de curage, dépose et démolition) propose aux MOA de libérer temporairement des zones sur site pour entreposer les matériaux déposés. Ces espaces permettent de désynchroniser la dépose et l'enlèvement par les repreneurs, d'éviter les mises en benne et de préserver les matériaux en bon état. Cette solution reste souple et sans surcoût.

Pour assurer la valorisation effective des matériaux triés, Tri'n'Collect s'appuie sur un réseau local de repreneurs identifié et consolidé au fil des opérations.

# 3.5 Les freins économiques

## 3.5 Le frein économique jugé le plus impactant : Des aides à répartir sur l'ensemble de la chaîne du bâtiment

55% des répondants réclament plus d'incitations financières

Peu de dispositifs financiers soutiennent le réemploi. Les collectivités territoriales et administrations d'Etat se désengagent petit à petit. Les aides existantes sont jugées mal calibrées, centrées sur les tonnages ou les structures aval, sans prise en charge des surcoûts logistiques, techniques ou humains en amont.

Cette lacune est particulièrement pénalisante pour les opérations complexes, avec des matériaux minéraux volumineux où la rentabilité est faible.

L'absence d'une fiscalité incitative (exonérations, subventions, bonifications) rend le réemploi économiquement dissuasif dans de nombreux cas.

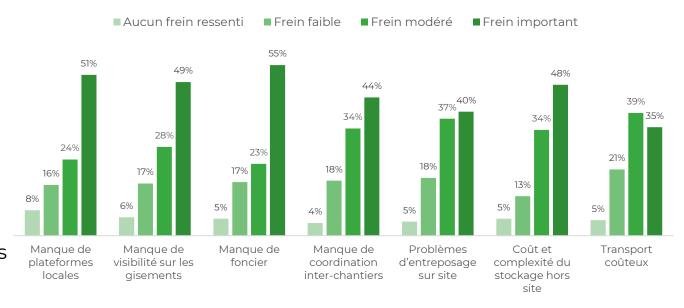
## Les freins économiques : ce qui était étudié

Le réemploi engendre des dépenses supplémentaires rarement identifiées dans les budgets initiaux des appels d'offres, ce empêche une juste rémunération.

Le chiffrage du réemploi des matériaux minéraux reste très incertain. Faute de référentiels fiables, AMO et économistes intègrent d'importantes marges de risque.

Les modèles économiques du réemploi restent fragiles en aval, en particulier pour les matériaux minéraux : trop lourds et hétérogènes pour les matériauthèques artisanales, trop peu standardisés pour les plateformes industrielles.

La majorité des acteurs du réemploi opèrent avec des marges extrêmement faibles, parfois négatives, sans visibilité sur leurs débouchés.



## Les leviers économiques à mobiliser



Mettre en place des aides financières REP directes et ciblées

couvrant les postes clés de la dépose soignée, stockage temporaire, transport

#### **Ecominéro agit!**

Financement jusqu'à 35 000€ tous les surcoûts à toutes les étapes du chantier – conception, dépose, reconditionnement et remise en œuvre

Appels à projets



Donner un signal
économique incitatif
multicanal par la
réduction de la TVA ou
exonération, bonus
financiers ou coefficients
environnementaux dans
les appels d'offres
publics



Création d'un fonds réemploi des matériaux minéraux

#### Ecominéro agit!

Sans attendre la création d'un Fonds, Ecominéro propose aux matériauthèques, plateformes physiques, ateliers de reconditionnement une rémunération de 5€ par tonne de PMCB réemployés,

Demandez votre contrat



Donner accès aux fonds publics de la Banque des Territoires, BPI France, ADEME, Régions

sur le temps longs et avec des critères d'éligibilité spécifique. et faciliter la visibilité par un guichet unique

### Des solutions économiques existent déjà! Quelques bonnes pratiques de terrain

Pour éviter le sur-chiffrage du réemploi et objectiver les coûts, Est Ensemble préconise de structurer les devis avec deux lignes distinctes : une pour les matériaux neufs et une pour les matériaux réemployés, en plaçant ces derniers comme ligne de base. Cette méthode permet de vérifier la compétitivité réelle et de rassurer les maîtres d'ouvrage et les bailleurs sur la faisabilité économique.

Certaines matériauthèques investissent dans des machines spécifiques (briqueuse, nettoyeur céramique) permettant de gagner en productivité, d'améliorer la qualité perçue des matériaux et d'accélérer les flux pour réduire les coûts fixes liés au stockage prolongé.

Lorsque le client est peu sensibilisé, une entreprise de travaux du panel intègre les coûts du réemploi directement dans le prix de base, sans ligne spécifique, pour éviter que ces coûts soient perçus comme une plus-value bloquante.

# 3.6 Les freins socio-culturels

## 3.6 Le frein socio-culturel le plus impactant : un imaginaire à inventer

53% des répondants entendent bousculer les habitudes des professionnels

Le poids culturel du neuf. La norme implicite du neuf reste dominante et structure fortement les pratiques. Le réemploi est souvent vécu comme une contrainte supplémentaire.

Ces représentations traversent l'ensemble de la chaîne décisionnelle : les maîtres d'ouvrage protègent l'image et la promesse du projet, les concepteurs privilégient l'uniformité architecturale, les usagers demeurent peu familiers des signes esthétiques propres au réemploi.

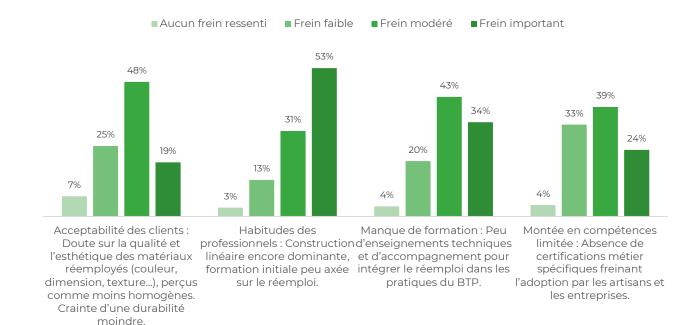
Dans l'habitat résidentiel, l'uniformité visuelle et la nouveauté demeurent les principaux marqueurs de qualité, pour les locataires comme pour les acquéreurs, et tout écart suscite méfiance et inconfort.

## Les freins socio-culturels : ce qui était étudié

Une professionnalisation inachevée. Les pratiques de réemploi restent hétérogènes et insuffisamment professionnalisées, avec une capitalisation limitée des savoirs

Une acculturation encore partielle et fragmentée. Si les sièges sociaux et directions RSE affichent une volonté, celle-ci peine à irriguer les fonctions opérationnelles.

La constitution d'une mémoire collective est nécessaire: les expériences menées se perdent faute de mutualisation, et les solutions efficaces ne sont pas reproduites.



## **Des solutions existent déjà!**Quelques bonnes pratiques de terrain

Est Ensemble a défini une charte méthodologique accompagnée d'objectifs chiffrés différenciés selon les typologies de chantiers : 1 % de matériaux réemployés pour le neuf, 5 % pour les opérations de rénovation, et 15 % pour les aménagements extérieurs. Ces objectifs sont intégrés dès la consultation des maîtres d'œuvre. Parallèlement, la collectivité travaille à l'inscription d'exigences d'éco-construction dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), par exemple l'utilisation de béton intégrant des granulats recyclés.

La SA HLM de l'Oise choisit volontairement d'intégrer dans ses opérations des matériaux emblématiques et facilement reconnaissables, comme des carrelages anciens, afin de rendre la démarche de réemploi tangible et compréhensible pour les occupants, tout en valorisant le caractère patrimonial ou esthétique.

Bouygues Immobilier a formalisé une charte interne du réemploi pour uniformiser les pratiques à l'échelle nationale. Cette charte donne un cadre commun aux équipes, en listant les étapes à suivre

### Les leviers socio-culturels à mobiliser



Valoriser les bénéfices économiques, esthétiques et environnementaux à travers des supports concrets



Valorisation de tous les chantiers lauréats par des photos et vidéos.

Cette démarche accroit la visibilité du réemploi et « normalise » la pratique.



Montrer que le réemploi de produits minéraux c'est possible



Retrouvez les retours d'expérience détaillés sur des méthodes de dépose, résultats de test, cadences de reconditionnement, protocoles de remise en œuvre et rendus esthétiques

Les REX Ecominéro



Constituer une base de données nationale mutualisée des résultats de tests, conditions de reproductibilité

#### Ecominéro agit!

Partenariat avec la plateforme <u>Opalis</u> qui référence les fournisseurs de PMCB de seconde vie et regorge d'exemples de chantiers de réemploi en France mais aussi Benelux



**Vos interlocutrices** 

Elodie Combileau Responsable réemploi **Envoyez vos candidatures** 

Posez vos questions sur

reemploi@ecominero.fr

16 bis, boulevard Jean Jaurès 92110 Clichy 01 42 00 00 00 www.ecominero.fr